



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 9 - vendredi 10 juillet 2009

Dans ce numéro :

- Préparer la riposte, construire l'unité
- Quelle politique pour les organisations syndicales ? Une indispensable discussion
- Israël-Palestine : une politique internationaliste pour la classe ouvrière est-elle encore possible ?

Préparer la riposte, construire l'unité

« La situation reste incertaine et des risques importants continuent de peser sur la stabilité économique et financière ». Les dirigeants du G8, à l'issue de leur réunion en Italie, l'ont avoué eux-mêmes hier. La crise est loin d'être finie, même si, essaient-ils de se réjouir dans leur déclaration commune, il y a une « reprise des marchés boursiers ». Bien au contraire, pourrait-on dire, la crise financière ne peut que rebondir, alimentée par les mêmes politiques que celles qui y ont conduit. D'un côté, des subventions colossales aux sociétés financières, aux banques et aux trusts, qui continuent à alimenter une spéculation à laquelle les gouvernements et les autorités financières internationales n'opposent aucun frein, et d'un autre côté la réduction dramatique du niveau de vie des populations par suite des vagues de fermetures d'entreprises et des plans de licenciements, des attaques contre les salaires et les protections sociales existantes, qui réduit d'autant les capacités de consommation.

Totalement impuissants à enrayer la crise parce qu'ils sont inextricablement liés aux multinationales et à la finance, ces « maîtres du monde » n'ont qu'une préoccupation, préserver les profits mais aussi la domination de ces dernières. Aussi se sont-ils inquiétés du fait que « les effets de la crise économique sur les marchés du travail peuvent remettre en cause la stabilité sociale ».

Il n'empêche. Ici, en France, comme partout dans le monde, l'offensive du patronat et du gouvernement pour faire payer leur crise à la population, redouble de violence. Résultat de la restructuration à grande échelle des réseaux de production, de distribution et autres services des trusts, on ne compte plus les petites et moyennes entreprises qui mettent la clef sous la porte, licencient, mettent leurs salariés au chômage partiel. Et du côté de leurs donneurs d'ordre, les trusts, ce ne sont plus seulement ceux de l'automobile qui restructurent mais ceux de l'aéronautique, de la construction, et de proche en proche, tous les secteurs de l'industrie et de l'économie.

Quant au gouvernement, il met à profit le répit que lui ont offert les directions syndicales en étouffant les possibilités de généralisation des luttes qui existaient au printemps dernier pour démultiplier les attaques contre le monde du travail ou en préparer de nouvelles.

Face à cette offensive, les luttes des salariés ne manquent pas, on ne compte plus le nombre d'entreprises dont les travailleurs refusent la fermeture et se mobilisent pour tenter d'empêcher les licenciements. Mais de toute évidence, c'est un mouvement d'ensemble qui serait nécessaire. Le mécontentement et la révolte sont toujours là, mais sans perspective, sans objectifs autour desquels unir les efforts et les énergies, ils risquent de céder la place au découragement, voire à une démoralisation dont peuvent profiter non seulement le patronat et le gouvernement, mais aussi l'extrême droite.

C'est pourquoi le NPA a engagé une série de discussions avec les partis et organisations politiques qui se réclament de la lutte sociale et du mouvement ouvrier, le Parti communiste, le Parti de gauche, Lutte ouvrière, les Alternatifs, la Fédération de gauche, les Alterékolos, avec l'objectif de déboucher sur la constitution d'un front social et politique qui ait l'ambition d'agir en faveur d'une riposte d'ensemble contre le gouvernement Sarkozy, contre ses commanditaires du

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Medef, en popularisant un programme pour les luttes qui réponde aux besoins de la population, anticapitaliste, qui porte les exigences du monde du travail, l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires, la nationalisation d'un secteur bancaire et financier unifié et sous contrôle de la population.

Il propose également sur ces bases, en tant qu'expression politique de ce front de lutte, la constitution de listes unitaires aux élections régionales, qui permette que se fasse entendre avec le plus de force possible la voix de tous ceux qui savent indispensable de préparer une riposte d'ensemble, que s'affirme la perspective d'un affrontement social et politique avec le pouvoir.

Une des conditions à ce regroupement des forces aux élections régionales est l'indépendance par rapport au Parti socialiste qui cohabite avec le pouvoir à travers la gestion de 20 régions sur 22. Cela suppose non seulement un bilan critique de sa gestion, marquée entre autres par sa politique de subventions aux entreprises et de privatisation de certains services publics, mais également le refus de telles listes et de ses composantes de participer à l'exécutif des régions dans le cas où elles seraient amenées à négocier des accords démocratiques -c'est-à-dire en toute transparence- de fusion des listes, avec le PS si celui-ci arrivait en tête au premier tour.

Le PS a improvisé une réponse, proposant, par la voix de Martine Aubry, une « *nouvelle démarche de rassemblement* », une « *maison commune* » « *sans préalable* » à toute la gauche, des verts d'Europe Ecologie au PG, sans oublier Chevènement.

La question est clairement posée. L'unité pour gérer dans le cadre des institutions ou l'unité pour les mobilisations et les luttes afin de changer le rapport de forces.

Lors des élections européennes, le NPA avait déjà proposé une unité durable autour d'un programme anticapitaliste alors qu'étaient encore en jeu des possibilités de généralisation des luttes. Ses partenaires potentiels avaient préféré se faire les porte-parole de l'unité prônée par les directions des confédérations syndicales pour des journées d'action sans perspective, de l'unité d'une gauche, certes « rééquilibrée », mais toujours avec le PS, dans une perspective institutionnelle.

L'échec de cette orientation s'est exprimé tant dans l'effondrement du PS qui souligne son incapacité à exprimer une quelconque perspective de transformation sociale que dans les conséquences dramatiques de la reprise en main de la situation par le pouvoir, à l'issue de la séquence des 9 mois derniers de mobilisations.

Les intérêts généraux du mouvement exigent une autre unité, une unité de lutte, une unité qui serve à la préparation de l'affrontement nécessaire avec le patronat et le gouvernement. C'est aussi à quoi aspirent des centaines de milliers de travailleurs, de militants, de jeunes.

Que cette unité se réalise, qu'elle aide à ce que la rentrée soit celle d'un regroupement des forces et de leur remobilisation, qu'elle soit un encouragement, un facteur de démocratie et de politisation, voilà ce que nous souhaitons. Et, bien évidemment, nous voulons que cette unité se concrétise sur le terrain électoral, pour les régionales. Comme nous l'avons fait lors des européennes nous voulons faire des élections une tribune pour les intérêts des classes populaires, nous voulons une campagne qui rassemble et unisse dans la perspective de l'affrontement avec le pouvoir pour changer le rapport de force. Nous voulons créer une réelle dynamique politique.

Nous ne savons pas qu'elle sera l'issue des discussions engagées mais nous regrettons, et c'est un comble, que l'organisation la plus réticente soit Lutte ouvrière.

Face à l'offensive du patronat et du gouvernement, construire l'unité que le NPA propose est bien la seule politique répondant aux besoins des travailleurs.

Cette unité, nous voulons la construire localement en rencontrant les militants des autres partis pour discuter tant des actions locales que nous mènerons ensemble, des moyens d'y associer organisations syndicales, associations..., que des perspectives globales de la dynamique que nous engageons, des revendications à mettre en avant, des élections, du bilan de faillite de l'union de la gauche... Nous ne voulons pas d'un accord corseté mais bien construire une réelle dynamique, militante, démocratique.

Et si cette dynamique, dans sa logique, pose la question de constitution d'un front politique regroupant anticapitalistes et antilibéraux, ce serait un pas en avant que les révolutionnaires n'ont nulle raison d'écarter.

La crise dans laquelle la politique des classes dominantes a fait basculer le monde bouscule toutes les vieilles forces politiques. Les travailleurs, la jeunesse aspirent à l'unité, à la démocratie et tournent le dos aux ambitions politiciennes, la course aux places et aux postes dans les institutions. C'est à ces aspirations qu'il s'agit d'apporter des réponses.

Loin d'être frileux et craintifs, les anticapitalistes ont l'audace de combattre pour l'unité sans réserve ni réticence, confiants dans leur programme et leurs idées comme dans le monde du travail et la jeunesse, respectueux des autres courants, en un mot démocrates et révolutionnaires.

Galia Trépère

[Au sommaire](#)

Quelle politique pour les organisations syndicales ?

Une indispensable discussion

Le 1^{er} juillet, Sarkozy a reçu les « *partenaires sociaux* » pour définir son n^{ième} calendrier de concertations sur les priorités de son emprunt national jusqu'en octobre. Le jeu de dupes du « *dialogue social* », où Sarkozy décide de toute façon, se poursuit après les mobilisations de ces derniers mois, pour la plus grande joie de Parisot qui se félicite d'une « *très bonne réunion de travail* ».

Mais en même temps que les directions des grandes confédérations se prêtent complaisamment à son jeu, le gouvernement prépare une série de mauvais coups. Entre le 7 et le 11 juillet, Sarkozy veut faire passer sa loi sur le travail du dimanche qui représente une dégradation des conditions de vie pour les salariés du commerce et aussi des autres secteurs qui devront suivre. Le gouvernement orchestre une campagne contre les arrêts maladie « *abusifs* » et Lefebvre vient de déclarer que permettre aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux va « *dans le sens de la modernité* », « *on y reviendra* » ! La loi sur le prêt de main d'œuvre, qui rend encore plus flexibles les salariés, vient de passer en première lecture en juin. Sans parler du service minimum dans les écoles, où des maires sont convoqués devant le tribunal administratif pour leur refus de l'appliquer.

Face à cette offensive, les « *partenaires sociaux* » se plaignent du fait que le gouvernement n'a pas « *concerté* », à l'image de Chérèque : « *Nous assistons à un contournement dangereux de la part du gouvernement et du Parlement des engagements pris* »... Façon d'accréditer ces soi-disant « *engagements* » !

Cette situation nous renvoie au bilan des luttes des derniers mois. Alors que la révolte est toujours présente, comme en témoigne la lutte des Molex qui viennent de partir en grève illimitée le 7 juillet, les directions des grandes confédérations restent sur leur stratégie de « *dialogue* » alors que la crise s'aggrave pour les classes populaires qui en font les frais.

Au nom de « *l'unité du front syndical* », les directions syndicales n'ont jamais voulu aller au-delà de cette politique, en proposant des journées très éloignées et en refusant de prendre des initiatives pour regrouper les salariés en lutte, en particulier contre les licenciements. L'unité est indispensable pour la lutte et les travailleurs n'ont rien à gagner des sectarismes qui servent des intérêts d'appareil. Tant mieux que la CGT se revendique de l'unité. Mais celle-ci ne doit pas servir à verrouiller, au contraire, elle doit servir à passer par-delà les clivages, y compris entre organisations syndicales et politiques qui veulent lutter et porter les exigences du monde du travail face aux classes dominantes et au gouvernement qui les sert.

Au lieu de cela, l'unité s'est faite sur un terrain compatible avec la politique du « *dialogue social* » de Sarkozy, comme l'a témoigné la plate-forme revendicative du 5 janvier adoptée par les 8 organisations syndicales. Alors que la révolte se renforçait face aux milliards donnés aux banques par l'Etat, les revendications restaient sur le terrain compatible avec la politique du « *dialogue social* » menée par le gouvernement.

Face à la vague de licenciements qui commençait à s'étendre, la plate-forme réclamait la « *négociation* » du chômage partiel ou des recours aux RTT, avec quelques généralités sur la formation qui pouvait sauver les emplois ! Comme si les plans de licenciements n'obéissaient pas à la pure soif de profits d'actionnaires qui veulent récupérer leur mise en mettant à la rue des salariés.

Sur les salaires, rien n'était chiffré en termes de revendications et de pertes de pouvoir d'achat qui s'accumulent depuis des années. L'argument invoqué était : « *orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat* ». La revendication du SMIC à 1500 €net aurait permis au contraire d'en faire une question unifiante pour l'ensemble des salariés et de porter l'exigence face au gouvernement comme cela s'est fait dans les Antilles. Au lieu de cela, les confédérations se sont contentées de réclamer timidement un « *coup de pouce* » du SMIC avant les manifs du 13 juin que Sarkozy s'est bien empressé de refuser.

Enfin, les mesures sur la crise et sur les dépenses d'argent public au profit des banques et des patrons restaient très... mesurées : « *Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties (...)* Dans le cas spécifique du secteur bancaire, l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un contrôle direct par l'Etat »... d'autant que c'est lui qui les accorde généreusement !

Cette unité des grandes confédérations repose sur cette politique de la négociation à froid et du compromis pour éviter à tout prix l'affrontement avec l'Etat. Chérèque a été très clair sur ses objectifs en déclarant la veille du 19 mars « *les journées, c'est pour canaliser le mécontentement, vous savez autrement, ça pourrait exploser de manière incontrôlée* » ! Tout comme Mohamed Oussedik, de la direction de la CGT, qui expliquait à la veille du 13 juin que « *Généraliser la grève affaiblirait l'action des salariés* ».

Face au sentiment de gâchis d'une possibilité de généralisation des luttes qui s'exprime dans les équipes militantes, il est clair que le débat va s'intensifier. Après 3 millions de salariés dans la rue, des luttes combatives dans toute une série de secteurs, comment en est-on arrivé là ? Les bilans vont se tirer, en particulier dans la CGT où la direction veut faire signer sa politique du « *dialogue social* » lors de son prochain congrès de décembre. En effet, une nouvelle situation se met

en place avec la loi sur la représentativité qu'elle a défendue et où elle espère tenir la première place. Comme le dit Maryse Dumas, en expliquant que la CGT signe 80 % des accords d'entreprise aujourd'hui : « *Dans un grand nombre de cas (...) c'est de la signature de la CGT que dépendra la validation, ou l'invalidation, de tel ou tel accord collectif* »... C'est ce tournant que veut imposer aujourd'hui la direction de la CGT.

Le 49^{ème} congrès de la CGT : plier le syndicat au cadre de la « représentativité »

Fait significatif de la préparation de ce congrès, alors qu'aucun texte d'orientation n'est encore sorti, puisqu'il faudra attendre septembre, une commission a déjà sorti un texte sur les « structures » à changer dans le syndicat.

Le texte parle de « *construction de rapport de force* », non pas par la convergence des luttes mais pour le « *développement d'un syndicalisme d'adhérents* » dans l'objectif d'être en meilleure posture pour la négociation. Mais de quelles négociations peut-on parler sans réel rapport de force par la grève, par la capacité des salariés à bloquer la production et à peser en tant que classe sociale ?

Dans le même ordre d'idées, le texte critique les « *syndicats d'entreprise* » qui ne sont plus suffisamment adaptés, voire trop « *corporatistes* », en préconisant des syndicats « *multiprofessionnels* » qui ne seraient plus basés sur l'entreprise pourtant nerf de la guerre. De même, il critique les Unions Locales qui en font trop, les fédérations qui devront se regrouper... surtout les plus remuantes.

Mais au-delà des manœuvres, c'est une vision qui n'a plus grand rapport avec les idées de lutte de classe qui est défendue. Des regroupements de branche obéissant à la nouvelle donne de la « représentativité » et plus selon les conventions collectives, des Unions Locales qui doivent maintenant « *rendre des services effectifs aux salariés* » et surtout pas des lieux de convergence entre équipes militantes !

Tout cela est justifié au nom de « *l'évolution du salariat* » qui ne serait plus rattaché à une entreprise. La fameuse sécurité sociale professionnelle vient même renforcer cette argumentation : « *C'est pourquoi l'objectif d'une Sécurité sociale professionnelle n'est pas seulement pour nous une protection contre l'instabilité de l'emploi mais aussi l'instrument de cette liberté individuelle* ».

Comme si la précarisation et l'éclatement des salariés n'étaient pas un produit de la lutte de classe menée par le patronat et les gouvernements successifs. Défendre l'unité des travailleurs réclame au contraire de s'appuyer sur les syndicats dans les entreprises qui se battent contre la politique de division menée par les patrons avec le recours à l'intérim ou à la sous-traitance.

Mener le débat pour un syndicalisme de lutte de classe

Le débat sur les revendications, les objectifs, la tactique, doit se mener au sein des organisations syndicales. Des équipes militantes s'opposent à cette politique d'accompagnement, comme en témoigne la réunion de 350 métallos CGT du Nord le 1^{er} juillet ou l'initiative de créer une « *coordination de lutte* » entre la CGT Goodyear et Philips face à « *l'inexistant des confédérations syndicales* ».

Face à la crise, quelle politique mener ? La convergence des luttes est indispensable pour imposer au patronat et au gouvernement les exigences du monde du travail. Cela signifie formuler des revendications claires, qui partent des besoins fondamentaux du monde du travail.

Il nous faut discuter de la légitimité de l'interdiction des licenciements, seule revendication capable d'unifier les luttes actuelles. Ce n'est pas une question de « proposition » abstraite, mais une question de rapport de force. Le patronat, les actionnaires n'ont qu'à prendre sur le capital accumulé, mais ce n'est pas aux salariés de payer. Il nous faut renforcer et populariser cette exigence, mettre en avant la légitimité du contrôle et de la remise en cause du droit des patrons de faire ce qu'ils veulent.

De même, il nous faut discuter du partage du travail entre tous : quand la charge de travail diminue, il est inadmissible que les salariés en fassent les frais, soient les « variables d'ajustement » à travers les licenciements, le prêt de main d'œuvre ou le chômage partiel.

Il faut rediscuter des questions de salaires face aux augmentations des prix à la consommation. Pour unifier les luttes, il faut des revendications qui peuvent être claires pour tout le monde, en les chiffrant de façon uniforme. Pas de salaire inférieur à 1500 €net, 300 €pour tous d'augmentation.

De fait, cela signifie ne pas craindre l'affrontement avec le pouvoir. De telles revendications portées dans tout le pays deviennent des revendications politiques. Elles posent le problème du contrôle, de qui dirige la société.

C'est ce que le LKP a commencé en Guadeloupe en posant le problème social en termes de rapport de force politique face au pouvoir et face aux patrons. Il a refusé de se faire instrumentaliser par Sarkozy en refusant de participer à la comédie des « *Etats généraux d'outre mer* ». Si Sarkozy peut continuer la comédie du dialogue social avec des directions de confédérations syndicales qui jouent ce jeu de dupes, en Guadeloupe, il a dû faire un passage éclair avec un renfort de 750 policiers... pour déclarer : « *Le droit de grève ne peut pas être utilisé comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique. Je ne suis pas prêt à accepter l'inacceptable* ». Car c'est bien la grève politique, pour défendre les intérêts de l'immense majorité face à une poignée de privilégiés, qu'ils craignent le plus.

Pour cela, la méthode que les militants des Antilles ont utilisée est riche d'enseignements. Il nous faut militer pour l'unité de tous

ceux et toutes celles qui veulent lutter, en regroupant organisations syndicales, associatives, politiques, en sortant des cloisonnements qui paralysent. C'est en créant de tels cadres militants que pourra se mener le débat démocratique sur la lutte elle-même, sa politique, ses revendications, ses objectifs. Cette démocratie est indispensable pour permettre aux travailleurs, aux militants, de s'emparer de la construction et de la direction de leur propre mouvement en vue de l'inévitable confrontation avec le pouvoir.

Laurent Delage

Au sommaire

Israël-Palestine : une politique internationaliste pour la classe ouvrière est-elle encore possible ?

Immédiatement après l'opération « plomb durci » qui a fait 1300 morts et plus de 4000 blessés à Gaza, les élections législatives en Israël se sont traduites par une nouvelle poussée de la droite et de l'extrême droite qui ont obtenu 93 sièges sur 120, aux dépens des travaillistes qui sont passés de 19 à 13 sièges.

Ce nouveau recul de la gauche est d'autant plus significatif qu'il n'y a guère de différence entre le conservateur Nétanyahou, la centriste Livni ou le travailliste Barak. Même un petit parti comme le Meretz censé être pacifiste et plus à gauche que le parti travailliste ne s'est guère distingué durant la campagne législative. A la limite, le seul parti qui tient encore à marquer une différence se situe clairement à l'extrême droite : le fascisant Avigdor Lieberman et son parti Israël Beitanou ne cessent de répéter sur tous les tons que la seule solution passe par l'expulsion définitive de tous les Arabes vivant en Israël et dans les territoires occupés ! C'est le parti qui a le plus progressé aux élections...

La situation pourrait donc paraître totalement bloquée. D'autant que du côté palestinien, l'alternative n'est guère brillante, entre une Autorité palestinienne totalement corrompue et en grande partie décrédibilisée, et le Hamas dont la stratégie fondée notamment sur les attentats suicides a achevé de convaincre les Juifs d'Israël qu'on ne peut pas discuter de paix avec des gens qui tuent aveuglément civils et militaires, sans faire la différence non plus entre les partisans et les adversaires des gouvernements responsables de l'occupation.

« *Oslo est mort* » avait claironné Sharon en 2001, peu après le début de la deuxième Intifada. Au-delà de ce constat dont Sharon est en grande partie responsable, il y a incontestablement une vraie difficulté à imaginer aujourd'hui une alternative réelle.

Evidemment personne ne regrettera les accords d'Oslo. Ce prétendu plan de paix ne visait qu'à neutraliser toute résistance palestinienne en confiant le soin à Arafat d'assurer la police à la place de Tsahal, tout en poursuivant sans relâche une politique de colonisation des territoires occupés, ce qui est évidemment contradictoire avec leur indépendance, même à long terme. Il n'y a donc pas à regretter Oslo, pas plus qu'il y a à imaginer un processus du même type mais qui se ferait avec des personnes de bonne volonté comme l'ont tenté les négociateurs des « accords de Genève » soutenus par les anciens pacifistes de « La paix maintenant ». C'est tout un système colonial qu'il faut faire disparaître et non simplement aménager dans le cadre de deux Etats vivant côte à côte mais dont l'existence de l'un resterait subordonnée à la bonne volonté de l'autre.

Le problème, c'est que l'alternative à Oslo ou à tout processus semblable revient le plus souvent au sein de la gauche en France à s'aligner derrière le nationalisme palestinien, que son discours soit plus ou moins gauchi par une phraséologie marxiste comme dans le cas du FPLP et du FDLP, ou carrément religieux avec le Hamas, sous prétexte que ce sont les seuls aujourd'hui à vouloir se battre et à être encore en capacité de le faire.

Au nom du « réalisme », ce choix revient de fait à écarter à priori la possibilité de mener une politique indépendante pour les opprimés, tout en sous-estimant le danger que représente l'islamisme dans le monde arabe, et les contradictions qui peuvent miner profondément la société israélienne malgré son apparente homogénéité sur le plan électoral.

Les Palestiniens pris au piège de l'Islamisme

La victoire du Hamas aux élections de 2006 est d'abord la conséquence des prétendus « accords de paix » d'Oslo. Non seulement le processus de colonisation s'est poursuivi, mais les conditions de vie de la population se sont terriblement dégradées au quotidien. L'occupation israélienne s'est faite plus dure que jamais, sur un territoire désormais totalement morcelé et déstructuré [1].

C'est aussi la conséquence de la soumission de l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah, incapable de proposer la moindre alternative à sa politique de collaboration, même lorsqu'il est devenu de plus en plus évident que les autorités israéliennes ne « jouaient pas le jeu ». Cette soumission a des racines sociales : à l'ombre d'une pseudo-indépendance, c'est toute une bourgeoisie palestinienne qui a commencé à se servir de « son » Etat pour prospérer sur fond de misère générale. Il n'était pas question pour elle d'y renoncer !

Le Hamas a su exploiter ce mécontentement tout en s'adaptant et en faisant des compromis. Ayant rejeté les accords d'Oslo, il avait boycotté les premières élections palestiniennes issues de ces accords en 1996. Ce n'est plus le cas désormais. Allant plus loin, le Hamas a même été jusqu'à proposer d'intégrer l'OLP « *représentante légitime* » de tous les Palestiniens, aux côtés du Fatah ou du FPLP, sans remettre en cause sa charte laïque ni le fait que l'OLP ait reconnu l'Etat d'Israël depuis 1988.

C'est Abbou Abbas, le dirigeant de l'Autorité palestinienne, et avec lui le Fatah, qui ont choisi l'affrontement. Ils ont d'abord refusé l'offre de constituer un gouvernement d'union nationale puis ont tout fait pour saboter l'action de gouvernement dirigé par Ismaïl Haniyeh, avant de se résigner à gouverner avec le Hamas après les accords de La Mecque en février 2007. Un accord qui s'est révélé sans lendemain : trois mois après, ce sont cette fois les forces de sécurité du Hamas qui ont pris le contrôle total de la bande de Gaza, après avoir accusé le Fatah de préparer un coup d'Etat, avec l'appui de l'Egypte et probablement l'accord d'Israël.

La question de savoir ce que veut réellement le Hamas reste entièrement posée [2]. Parti intégriste ou parti évoluant vers des positions nationalistes plus classiques ? Ce qui est sûr, c'est que ce parti ne représente nullement les intérêts des exploités et des opprimés qu'il prétend parfois défendre !

A l'origine, le Hamas était d'abord un parti religieux, issu des Frères musulmans palestiniens, et pendant longtemps, ce courant lui-même originaire d'Egypte, a exclusivement cherché à propager le « véritable » islam sans se mêler aux luttes de libération de la Palestine. Il fallait, disait-il, « *préparer les générations à la bataille* » car seuls de vrais musulmans pouvaient espérer un jour l'emporter face à Israël et l'Occident.

La 1^{ère} Intifada l'a obligé à réviser profondément sa stratégie, en fondant le « Mouvement de la résistance islamique » (Hamas) en décembre 1987. L'objectif est désormais de libérer la Palestine avant de créer un Etat islamique. Le modèle de l'Etat-nation s'impose face au vieux rêve de la communauté musulmane réunifiée (l'Oumma). Mais la divergence avec l'OLP reste malgré tout bien significative, comme le spécifie sa Charte rédigée en 1988 : « *Malgré toute notre estime pour l'OLP et pour tout ce qui pourrait s'y développer, et sans vouloir minimiser son rôle dans le conflit arabo-israélien, il nous est impossible de troquer l'islamité actuelle et future de la Palestine pour l'adoption de l'idée laïque* ».

Il est sans doute difficile de prévoir précisément la trajectoire de ce mouvement dans la période à venir. Elle s'inscrit pour une part dans un contexte plus général, après les échecs et les déceptions engendrés par les régimes arabes, laïcs et progressistes qui prétendaient développer leur pays, en partie en confrontation avec l'impérialisme mais sans jamais chercher à le renverser, encore moins à proposer une politique indépendante pour le prolétariat. Au nom du « progressisme » dans l'Egypte de Nasser, parfois même au nom du « socialisme » comme dans l'Algérie de Ben Béla et de Boumediene, c'est une nouvelle bourgeoisie ayant l'ambition de moderniser son pays qui avait pris le pouvoir pour elle-même à cette époque, avant de sombrer rapidement dans la corruption et l'absence de tout projet de développement.

C'est cette évolution qu'a connue également l'Autorité palestinienne, mais en raccourci et en plus caricatural encore, à la tête d'un micro territoire et d'un Etat croupion. C'est aussi cette évolution que dénoncent les islamistes, mais au nom de « valeurs » islamiques opposées aux « valeurs » occidentales, sans réel projet alternatif, parfois même en défendant un programme économique finalement très proche de ceux que tente de promouvoir le FMI.

Le mouvement islamique a connu lui aussi des évolutions importantes et divergentes. En Algérie, cela s'est traduit par une fuite en avant dans la lutte armée sans maîtriser le processus jusqu'au bout, le FIS étant rapidement concurrencé dans les années 1990 par de nombreux groupuscules sanguinaires œuvrant au nom du GIA. En Turquie, c'est au contraire un parti de notables qui est arrivé au pouvoir, guère différent des autres. De ce point de vue, l'évolution du Hamas, comme d'ailleurs celle du Hezbollah au Liban, n'est pas écrite d'avance. Son programme électoral en 2006, et plus encore son programme de gouvernement, sont particulièrement modérés, affirmant tout à la fois que la Charia islamique « *devrait être la source principale de la législation en Palestine* » et que son gouvernement « *est le résultat d'élections justes et libres : il s'engage à souscrire au choix démocratique, à protéger la démocratie palestinienne et l'alternance pacifique au pouvoir* ». En juin 2007, le coup de force à Gaza a quand même permis de constater que les exécutions, les tortures et les emprisonnements sans jugement pouvaient rapidement balayer toutes les déclarations de bonne volonté concernant le respect d'un minimum de droits démocratiques...

Et puis surtout, comme tous les autres partis nationalistes, le Hamas n'a nullement l'intention de donner le pouvoir au peuple, avec ou sans les apparences de la démocratie bourgeoise. C'est d'ailleurs ce qu'il y a de profondément commun entre ce mouvement et l'OLP dans toutes ses composantes : la mise en place d'un appareil politico-militaire qui se construit au cours de la lutte, au nom du peuple mais clairement au-dessus de lui dès qu'il s'agit de prendre puis d'exercer le pouvoir.

L'opportunité existe de défendre une politique différente

Après deux années au gouvernement, le crédit du Hamas est probablement et selon toute apparence bien entamé, sans que personne non plus n'ait envie de revenir dans les bras du Fatah. C'est semble-t-il le scepticisme, voire tout simple-

ment le désespoir et le repli sur soi, qui semblent l'emporter chaque jour un peu plus au sein de la population.

Il existe pourtant quelques raisons d'espérer. En particulier, il semblerait que bien des débats sur les possibilités de reconstruire une résistance soient en train de s'ouvrir à nouveau après toutes ces défaites, ce qui nous interroge inévitablement sur la manière dont ces discussions pourraient nous concerner en France.

Nous pourrions bien sûr nous contenter de quelques gestes de solidarité comme le boycott d'Israël -à l'efficacité douteuse- tout en nous réjouissant faute de mieux qu'il y ait quand même là-bas quelques initiatives visant à reconstruire des syndicats indépendants de l'Autorité palestinienne ou des comités de village un peu moins liés aux structures bureaucratiques ... Mais la question reste posée : pour quelle politique ?

Le fait d'être extérieur et relativement impuissant ne devrait pas nous dispenser de défendre nos propres conceptions, un projet d'émancipation nationale et sociale, clairement anticapitaliste, plutôt que d'avoir la tentation de nous aligner sur des politiques nationalistes, même de gauche, qui ne sont pas les nôtres, sous prétexte qu'en agissant ainsi on a un peu plus l'impression d'être dans le coup et qu'il n'y en a pas d'autre sur place.

D'autant que la situation actuelle est peut être propice à ce que nous nous fassions un peu mieux comprendre. En votant pour le Hamas, la majorité des Palestiniens n'a pas voté pour un projet islamique mais contre l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas [3]. Elle reste disponible, malgré toutes les difficultés, pour que le débat s'engage sur des bases nouvelles.

C'est pourquoi, la question devrait davantage se poser de défendre à chaque fois que l'occasion se présente des conceptions clairement alternatives aux politiques que mènent tous les partis nationalistes, qu'ils soient laïcs, religieux, ou prétendument marxistes : un programme de lutte de classe et un programme internationaliste, y compris en lien avec les travailleurs vivant en Israël, un programme qui réfléchisse davantage sur les méthodes de lutte de telle sorte qu'elles restent compatibles avec un projet d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, afin que les références au socialisme, lorsqu'elles existent, ne soient pas une nouvelle fois une tromperie pour les exploités.

Une société israélienne définitivement bloquée ?

En 1967, le Matzpen (*la boussole* en hébreu) publiait son manifeste. Un programme qui cherchait à inscrire la lutte des travailleurs vivant en Israël dans la perspective plus large d'une fédération socialiste du Moyen-Orient : « *L'Organisation Socialiste Israélienne dans les rangs de laquelle se trouvent des Arabes comme des Juifs, estime que le problème palestinien et le conflit israélo-arabe peuvent et doivent être résolus dans une direction socialiste et internationaliste, prenant en considération les aspects spécifiques de ce problème complexe. Ce n'est pas un conflit ordinaire entre deux nations. Par conséquent il ne suffit pas d'en appeler à une coexistence basée sur la reconnaissance mutuelle des droits nationaux des deux peuples. L'état d'Israël est la conséquence de la colonisation jusqu'aboutiste de la Palestine par le mouvement sioniste, aux dépens du peuple arabe et sous les auspices de l'impérialisme (...). Nous estimons, par conséquent, qu'une solution du problème requiert la désionisation d'Israël. L'Etat d'Israël doit subir une profonde transformation révolutionnaire, de sorte que cet état sioniste (c'est-à-dire état des Juifs du monde entier) devienne un état socialiste représentant les intérêts des masses qui y vivent.*

(...) Les masses israéliennes ne seront délivrées de l'influence du sionisme et ne lutteront contre lui qu'à la condition que les forces progressistes du monde arabe leur présentent une perspective de coexistence sans oppression nationale. L'Organisation Socialiste Israélienne estime par conséquent qu'une solution véritable du problème palestinien requiert la reconnaissance du droit de la nation hébraïque à l'autodétermination. Autodétermination ne signifie pas nécessairement séparation. Au contraire, nous sommes d'avis qu'un petit pays pauvre en ressources naturelles, tel qu'Israël, ne peut exister en tant qu'entité séparée. Une seule alternative s'offre à lui : ou bien continuer à dépendre des puissances étrangères, ou bien s'intégrer dans une union régionale ».

Le projet peut paraître aujourd'hui lointain, pour ne pas dire utopique, et bien des initiateurs ont changé d'opinion depuis [4]. Quant aux mouvements de contestation, après avoir connu un réel succès lors de l'invasion du Liban en 1982 puis au moment de la première Intifada, ils ont largement reflué, et seules quelques poignées d'individus continuent à défendre courageusement une politique alternative au sionisme [5].

Pourtant, il y a un fait essentiel qui mériterait de retenir notre attention : la société israélienne est une société profondément en crise, même si cela ne s'exprime pas comme nous pourrions le souhaiter sur le plan politique.

Cette crise a d'abord un caractère social. Le poids du militarisme pèse à tous les niveaux, dans une société particulièrement inégalitaire qui subit comme partout de plein fouet les dégâts du libéralisme. Et même si les Arabes constituent la grande majorité des 1,6 millions d'Israéliens (sur 7 millions d'habitants) vivant sont sous le seuil de pauvreté, cela ne doit pas masquer le fait que beaucoup de Juifs en Israël sont d'autant plus pauvres que la priorité en matière de dépense publique est pour l'armée afin de lutter contre le « terrorisme ».

Mais plus largement, c'est la vie quotidienne dans toutes ses dimensions qui est pourrie par cette atmosphère de citadelle assiégée. Le fait qu'un quart des jeunes Israéliens ayant accompli leurs années de service militaire actif vit aujourd'hui en dehors de ses frontières est un indice parmi d'autres du mal qui ronge profondément la société israélienne.

Le projet sioniste est en crise, peut-être davantage qu'à l'époque des massacres de Sabra et Chatila. Il ne s'agit pas cette fois d'un crime de guerre qui éclabousserait violemment mais ponctuellement la société israélienne. Il s'agit plutôt d'une absence de projet collectif que décrit fort bien Michel Warschawski dans l'un de ses ouvrages récents [6] : la contradiction entre un projet national, républicain, laïc qui était celui de Ben Gourion, et le poids persistant de la religion non seulement dans la société mais dans la définition même d'Israël comme Etat juif ; sa prétention à être un régime démocratique tout en foulant aux pieds les droits élémentaires des Arabes israéliens sous prétexte qu'ils ne sont pas Juifs ; le mépris persistant pour les Juifs orientaux et le fait que parmi le million de Juifs originaires de l'ex-URSS, plus de la moitié ne se définissent pas comme juifs ou ne sont pas considérés comme tels ; le fait qu'au total la population non-juive atteint près de 40 % de l'ensemble... Autant d'éléments qui soulignent une contradiction de plus de plus manifeste entre la définition d'Israël comme Etat juif et sa prétention à être un Etat démocratique faisant une place égale pour tous quels que soient son origine et ses croyances.

Une contradiction qui touche profondément à l'identité d'Israël et du peuple juif, qui la mine de l'intérieur et redonne paradoxalement une nouvelle actualité au projet d'une société binationale mêlant Juifs et Arabes, tout en nous interrogeant sur les moyens de la lutte à mener pour mettre à terme à la situation coloniale engendrée par le projet sioniste.

Car le paradoxe est là : face à l'ennemi qui se présente sous la figure du terroriste actionnant sa ceinture d'explosifs, c'est la peur commune d'être jeté à la mer par les Arabes qui l'emporte encore, et unit malgré tout les Juifs d'Israël. Mais de l'intérieur de la société elle-même, ce sont avant tout des problèmes sociaux et sociétaux qui traversent les membres épars d'une société fragmentée de manière multiple, une société dans laquelle la fracture séparant les Juifs des Arabes israéliens n'est pas la seule ni toujours la plus déterminante.

C'est pourquoi l'autodétermination du peuple palestinien passera sans doute encore par une résistance quotidienne à l'occupation imposée par Tsahal, mais elle passera peut être plus fondamentalement par une politique internationaliste, une politique de classe, visant de l'intérieur à approfondir les contradictions qui minent la société israélienne, afin de poser les jalons d'une alternative au sionisme, lequel a conduit le peuple juif dans l'impasse d'une société militarisée à outrance et sans aucune perspective même à long terme.

Cette politique de classe n'ignore pas la question nationale. Mais elle ne postule pas non plus une évolution en deux étapes distinctes : d'abord la Palestine libre et ensuite on verra plus tard pour le socialisme et ce qu'on fera avec les voisins israéliens. Elle cherche au contraire à imbriquer les deux dans une perspective commune pour tous les peuples de la région, parce que la question nationale ne pourra trouver de véritable solution qu'en étant prise en charge par les opprimés et les exploités eux même qui n'aspirent pas seulement à un bout de terre mais à une terre viable, qui mérite qu'on se batte pour elle, débarrassée non seulement de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste, mais aussi à terme inévitablement de ses frontières, car sans cela aucun des problèmes fondamentaux de la région ne pourra être résolu, à commencer par celui de l'eau.

C'est donc un combat qui ne se mènera pas contre les Israéliens mais avec eux, en tant qu'exploités que l'on cherchera à unir autour d'un projet d'émancipation commun. C'est du moins ce que l'on peut essayer d'explorer à nouveau, et c'est indispensable car malgré les difficultés, on peut aussi affirmer qu'il y a peu de chances -compte tenu des rapports de force actuels- qu'une victoire quelconque puisse être envisagée autrement.

Jean-François CABRAL

[1] Il y avait 115 000 colons en 1993 et près de 500 000 aujourd'hui dans les territoires occupés. A Gaza près de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

[2] On peut lire à ce sujet, avec intérêt mais non sans critique, le livre que vient de publier récemment Khaled Hroub chez Démopolis : « Le Hamas ».

[3] Un sondage réalisé cinq jours après le scrutin en janvier 2006 sur l'ensemble du territoire est assez intéressant de ce point de vue (il est cité par Khaled Hroub dans son ouvrage page 236) : interrogés sur les priorités que le Hamas devrait se donner, 40% ont répondu la lutte contre la corruption, 17% l'action contre le chômage et la pauvreté, 17% l'effort pour améliorer la sécurité, 3% l'application de la Charia.

[4] C'est le cas notamment de Nathan Weinstock, auteur d'un livre publié en 1971 chez Maspéro, aujourd'hui épuisé : « Le sionisme contre Israël ».

[5] Voir en particulier le site du Centre d'information alternatif animé par Michel Warschawski : <http://aic.netgate.net>

[6] Michel Warschawski : « Israël-Palestine le défi binational », Textuel. En particulier le chapitre 8 : « L'Etat juif à bout de souffle ».

[Au sommaire](#)